

dans le doute. On ne savait au juste si le ministre irait ou n'irait pas. J'espère donc qu'il tirera ce point au clair.

Je ne suis pas très renseigné sur nos délégués commerciaux en Chine. En avons-nous un dans ce pays à l'heure actuelle?

L'hon. M. Churchill: Seulement à Hong-Kong.

L'hon. M. Pearson: S'occupe-t-il également de la Chine?

M. McIlraith: Quelle est exactement sa position?

L'hon. M. Churchill: M. Forsyth-Smith, notre délégué commercial, est en poste à Hong-Kong. Il a passé l'automne dernier deux semaines en Chine sur l'invitation du gouvernement chinois.

M. McIlraith: Son territoire comprend-il Hong-Kong?

L'hon. M. Churchill: Son territoire comprend Hong-Kong et les pays adjacents.

M. McIlraith: Son territoire inclue-t-il la Chine?

L'hon. M. Churchill: Oui.

M. McIlraith: Comme le ministre s'y attendait à juste titre, la question des échanges avec les Antilles m'intéresse beaucoup. Il aura remarqué que le *Feuilleton* contient une proposition de résolution inscrite à mon nom et qui se rapporte au commerce avec les Antilles. Je n'ai toutefois pas l'intention de l'exposer en détail dès maintenant parce que j'espère que lundi prochain ou un des prochains lundis nous aurons l'occasion de débattre la question. Cela ne nous fournira sans doute pas l'occasion de poser des questions, et il vaudrait mieux réserver mes observations jusqu'à ce que nous atteignons cette étape.

Toutefois, il y a un aspect de cette question qui découle de la déclaration du ministre et dont j'aimerais parler maintenant. Il a parlé de l'importance de ce marché et de l'essor du commerce avec les Antilles anglaises depuis quelques années. Ce commerce a de longs antécédents et revêt beaucoup d'importance pour une région particulière de notre pays qui, à l'heure actuelle, je peux le dire avec raison, a autant besoin d'aide, sinon plus, que toute autre partie de notre pays pour son expansion. Il va sans dire que je songe aux provinces Maritimes.

M. le président suppléant: Je regrette d'interrompre l'honorable député mais je dois lui signaler qu'il a épuisé son temps de parole.

M. Herridge: J'ai écouté avec un vif intérêt l'exposé que le ministre nous a fait de l'activité de son ministère. C'est le premier

[M. McIlraith.]

qu'il fait depuis son entrée en fonctions. Même si une grande partie de ses observations sont de nature à nous renseigner, j'avoue bien franchement qu'elles n'ont rien d'exaltant. Le ministre ne sait pas faire l'article, monsieur le président. Personne ne vendrait beaucoup, j'imagine, en affichant l'attitude du ministre. Il me fait penser au marchand d'autrefois qui attendait que le client vienne pour ainsi dire lui enlever son produit. Il me rappelle aussi mon ancien maître d'école qui, il y a près de soixante ans, donnait des leçons d'histoire. Le ministre nous a donné cet après-midi une bonne leçon d'histoire; toutefois, il n'a guère sondé l'avenir. Il n'avait rien d'un prophète.

J'ai suivi avec intérêt ses observations sur le commerce avec le Royaume-Uni, le marché commun européen, le Japon, l'Amérique latine et la possibilité d'intensifier notre commerce avec les Antilles anglaises. J'ai écouté avec intérêt également son exposé peu compromettant au sujet de la Chine. Le ministre dit que le délégué commercial a appris l'automne dernier que les Chinois aimeraient commencer avec le Canada et acheter certaines des denrées que nous avons à exporter. J'ai été bien étonné de l'entendre dire cela. Vous savez, monsieur le président, c'est ce que notre groupe tâche de faire comprendre au gouvernement depuis cinq ans. Le ministre a envoyé clandestinement un délégué commercial en Chine, pour ainsi dire par la petite porte afin de pouvoir le renier s'il se créait des ennuis, ce délégué revient pour nous dire que ce pays offre des possibilités de commerce. Eh bien, j'éprouve toujours un sentiment de satisfaction à pouvoir constater ici sans cesse que ce que notre groupe a répété pendant des années auparavant s'est révélé juste et a été accepté par le gouvernement en fonctions.

Pour passer à la question de la Colombie-Britannique, je m'intéresse de façon particulière aux problèmes de commerce de cette province et, encore plus particulièrement, de ceux de ma propre circonscription. Je m'abstiens d'ordinaire d'aborder les questions d'intérêt purement local ou régional. Mais la question est si importante que je dois traiter d'un ou deux aspects qui préoccupent les employeurs et les employés de ma circonscription. Force m'est de puiser à des sources capitalistes des arguments étayant la thèse de notre parti à l'égard des denrées excédentaires que nous avons à vendre au Canada. A coup sûr, nous avons actuellement beaucoup de denrées excédentaires en notre pays. D'autre part, nous comptons des centaines de milliers de chômeurs. Je parlerai brièvement des denrées excédentaires que